

11^e programme de l'agence de l'eau Loire-Bretagne



11^e Programme d'intervention

(2019-2024)



Les orientations du 11^e programme

La gestion par bassin versant

Le bassin Loire-Bretagne

Un territoire hydrographique

- ⇒ 28 % du territoire métropolitain
- ⇒ 40 % de la façade maritime

Un Sdage 2016-2021

- ⇒ Fixe les orientations pour la gestion équilibrée de la ressource
- ⇒ Fixe les objectifs en matière de bon état des eaux

Une gouvernance dédiée

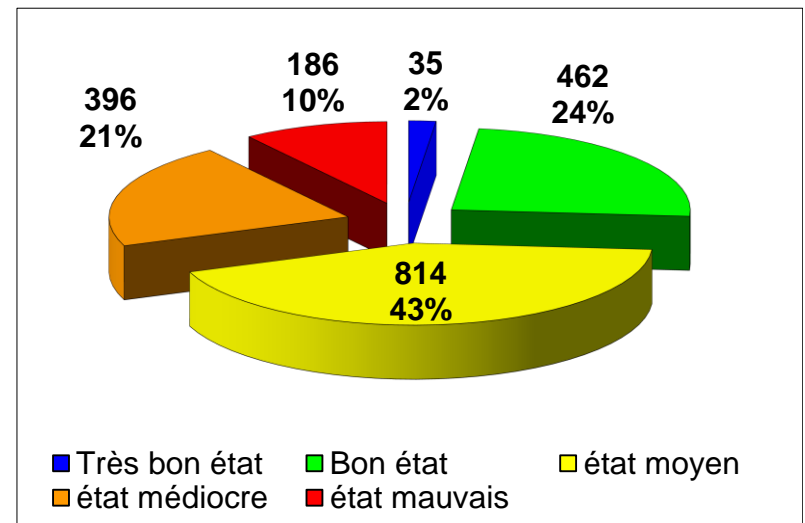
- ⇒ Comité de bassin (parlement de l'eau)
- ⇒ Conseil d'administration de l'agence de l'eau



- Les défis à relever sur la période du 11^e programme : 2019-2024

- ↳ Directive Cadre sur l'Eau : objectifs de **bon état** pour 2027 au plus tard pour toutes les masses d'eau
- ↳ **Sdage 2016-2021** fixe des objectifs intermédiaires, notamment :
 - Bon état écologique de 60% des cours d'eau
 - Bon état écologique de 66% des plans d'eau
 - Bon état écologique de 70% des eaux côtières et de transition
 - Bon état chimique et quantitatif de 76% des masses d'eau souterraines

... or seulement
**26 % des cours d'eau
du bassin sont en
bon ou très bon état**



Les défis à relever au niveau régional

Masses d'eau en bon état :

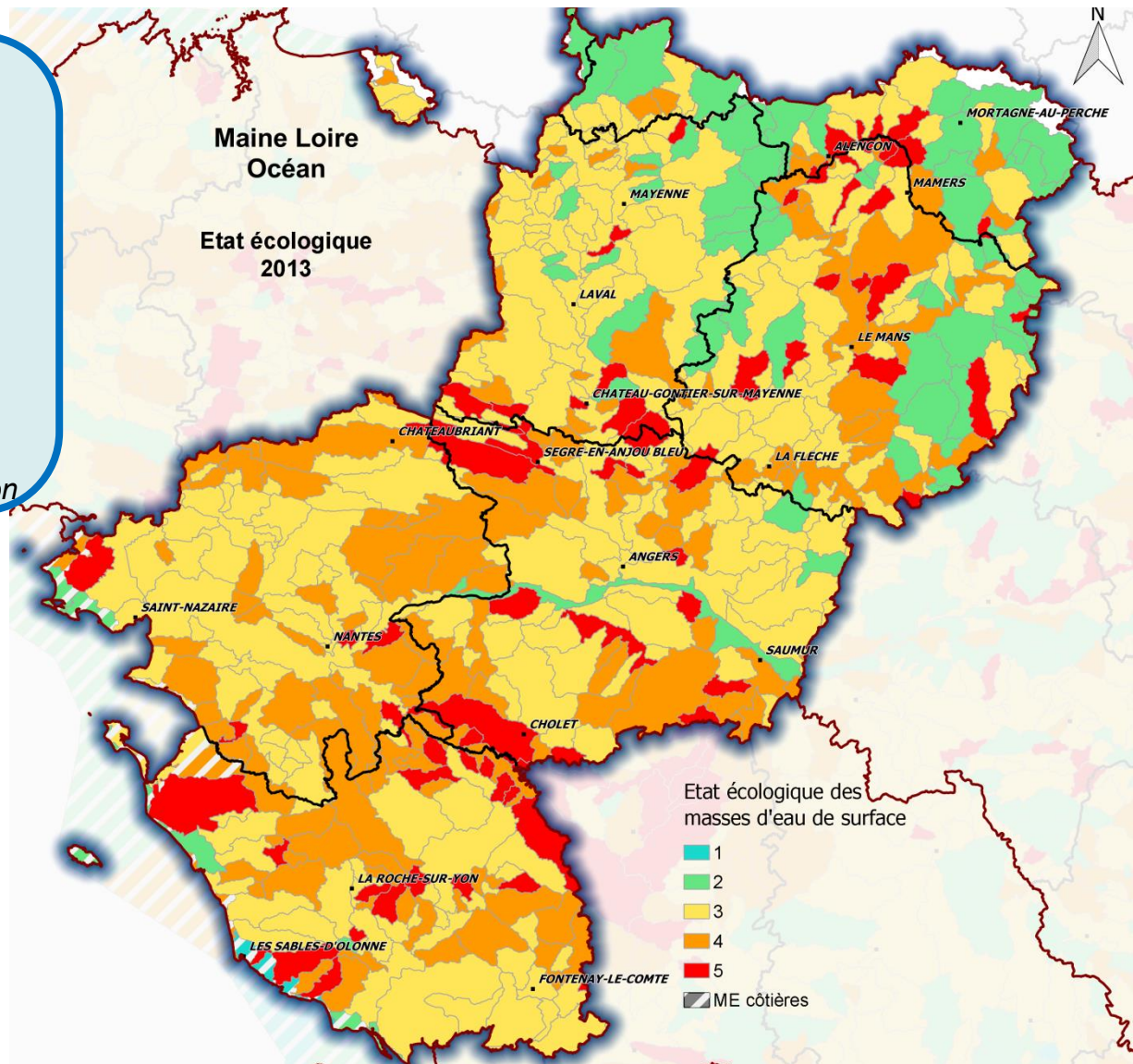
Loire-Atlantique	2%
Maine et Loire	5%
Mayenne	22%
Orne	36%
Sarthe	25%
Vendée	1%



Données en cours d'actualisation

Pressions majoritaires

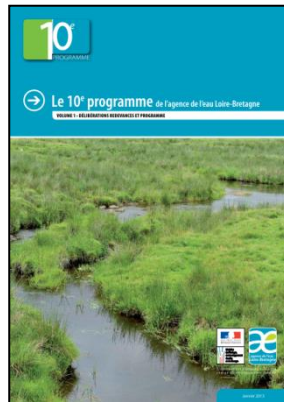
- ⇒ multifactorielles
 - ⇒ hydrologie
 - ⇒ pollutions diffuses
 - ⇒ morphologie/continuité



Les programmes d'intervention

- Un levier financier pour relever les défis du bassin

Le 10^e programme
s'est achevé fin
2018



... le 11^e programme le
remplace pour la période
2019-2024



- ⇒ Avec quelles ressources ?
- ⇒ Quelles actions finançables ? Quels montants disponibles ?
- ⇒ ...à articuler avec le levier régalien

Cadre d'élaboration du 11^e programme

- **Des orientations définies par les lettres de cadrage gouvernementales**
 - ⇒ Priorité à la **reconquête de la qualité des eaux**
 - ⇒ Prendre en compte les urgences environnementales : **l'adaptation au changement climatique** et la **lutte contre l'érosion de la biodiversité**
 - ⇒ Une politique de l'eau et de l'assainissement **plus solidaire**
- **Un cadre financier défini dans les lois de finances**
 - ⇒ Mise en place d'un **plafond de recettes** réparti entre les agences de l'eau pour limiter la pression fiscale
 - ⇒ Augmentation des **contributions** à verser à l'AFB et l'ONCFS

11^e programme

Les orientations stratégiques

- Deux orientations principales :

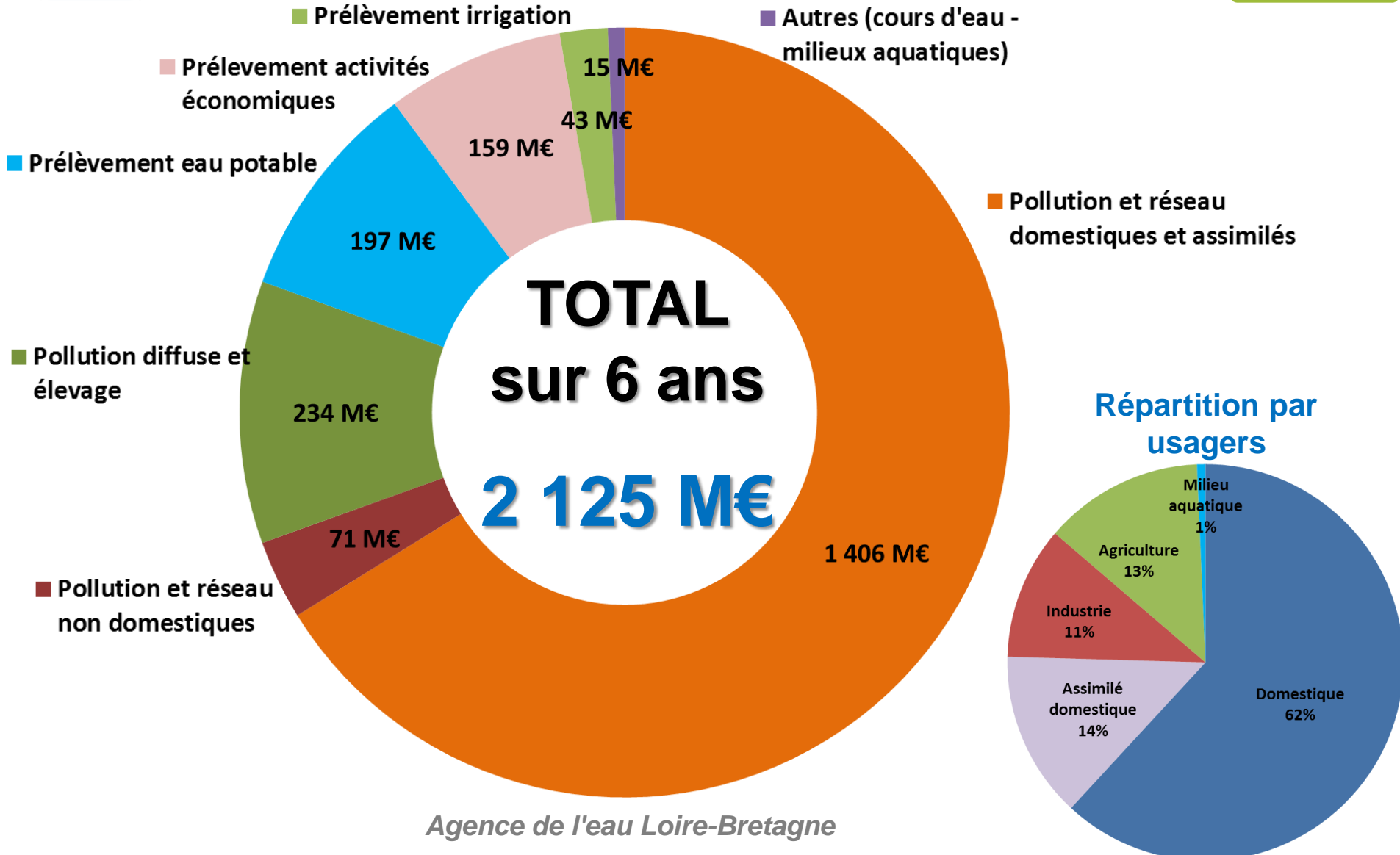
- ↳ l'**atteinte des objectifs environnementaux du Sdage**, priorité de l'intervention
- ↳ la **solidarité** avec les territoires ruraux les plus défavorisés

- Les autres orientations :

- ↳ un programme **incitatif** : conserver des taux élevés pour favoriser l'engagement des travaux prioritaires
- ↳ un programme **sélectif** : agir prioritairement pour atteindre les objectifs du Sdage
- ↳ un programme **territorialisé** pour coller au plus près des enjeux locaux

11^e programme

Les redevances



11^e programme

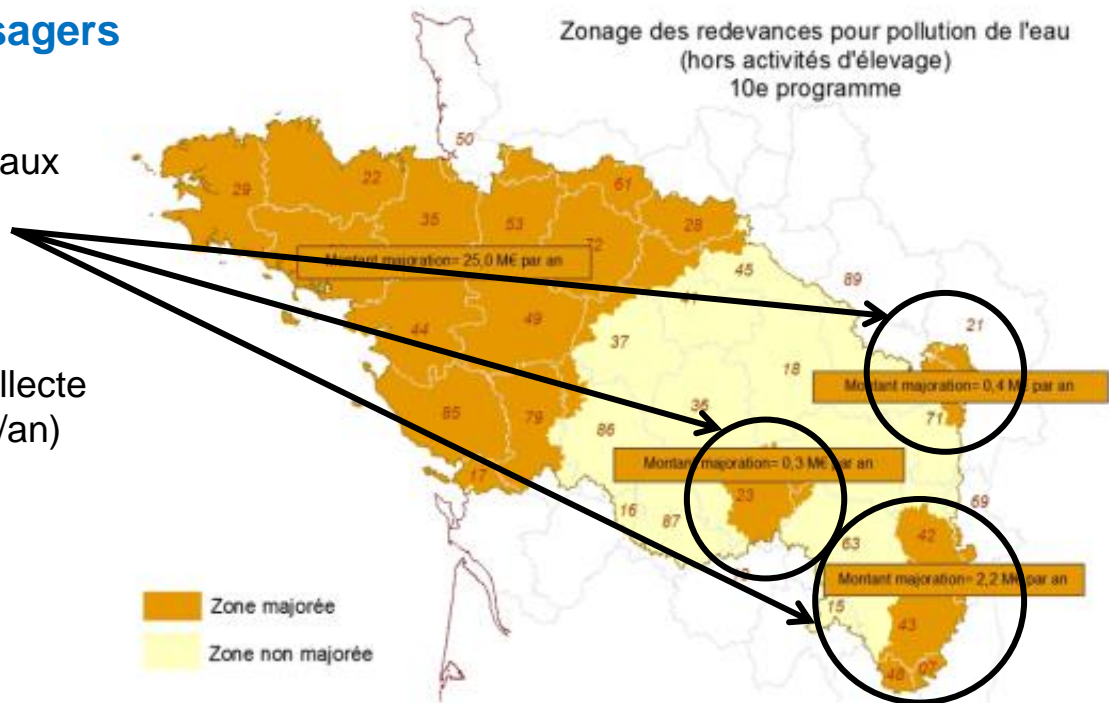
Les redevances

Les grandes caractéristiques du volet redevances

- ⇒ Relèvement des taux de la redevance **pollution diffuse** (+15M€/an)
- ⇒ Introduction progressive de taux non nuls sur certains éléments de pollution non domestique (**AOX, sels, NO**) (+0,4 M€/an)

- ⇒ Baisse des redevances sur les **usagers domestiques** :




- suppression de la majoration du taux redevance pollution de l'eau sur les zones amont (-3 M€/an)
- baisse du taux de redevance modernisation des réseaux de collecte de 0,18 €/m³ à 0,15 €/m³ (-12 M€/an)



11^e programme

Les interventions

Le 11^e programme c'est :

- ⇒ De l'**incitativité** avec des interventions structurées autour de **3 taux** d'aide élevés
Taux maximal (70%) > Taux prioritaire (50%) > Taux d'accompagnement (30%)
- ⇒ De la **sélectivité** renforcée pour plus d'efficience avec, par exemple :
 - actions portant prioritairement sur les masses d'eau dégradées proches du bon état
 - priorité aux changements de pratiques et à la correction des altérations plutôt qu'au maintien
 - aides bonifiées pour des travaux prioritaires de lutte contre les pollutions
- ⇒ De la **lisibilité** avec 3 enjeux transversaux mis en exergue :
 - l'adaptation au changement climatique 
 - le littoral et le milieu marin 
 - la lutte contre les micropolluants 
- ⇒ Des **partenariats** au niveau régional et départemental au service d'une meilleure articulation des politiques de l'eau
- ⇒ Des **contrats territoriaux** pour définir des programmes d'actions intégrés
 - concertés avec les acteurs des territoires au plus près des enjeux locaux
 - calés sur une durée resserrée de trois ans

11^e programme

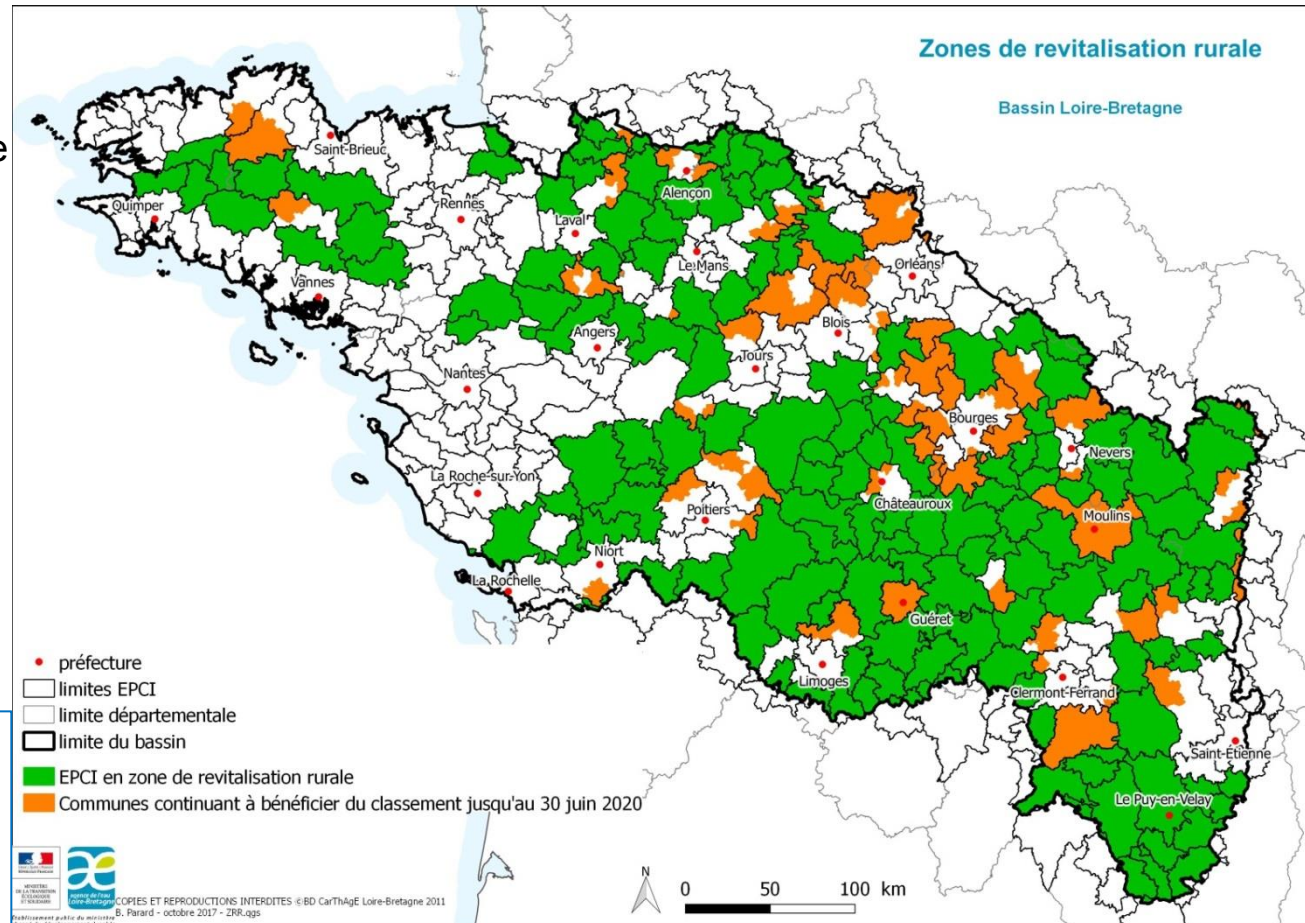
Les interventions

⇒ De la **solidarité** renouvelée vis-à-vis des territoires ruraux les plus défavorisés :

- une enveloppe de 33 M€/an pour l'assainissement et l'alimentation en eau potable des collectivités
- des aides dédiées + des majorations d'aides
- un zonage plus sélectif, plus solidaire et en adéquation avec la réforme territoriale (**Zones de Revitalisation Rurale**)

158 EPCI (sur 336) :

- densité < médiane
- revenu fiscal médian < médiane
- ⇒ **48% (+11%) des communes**
- ⇒ **19% (+4%) de population**



11^e programme

Les interventions



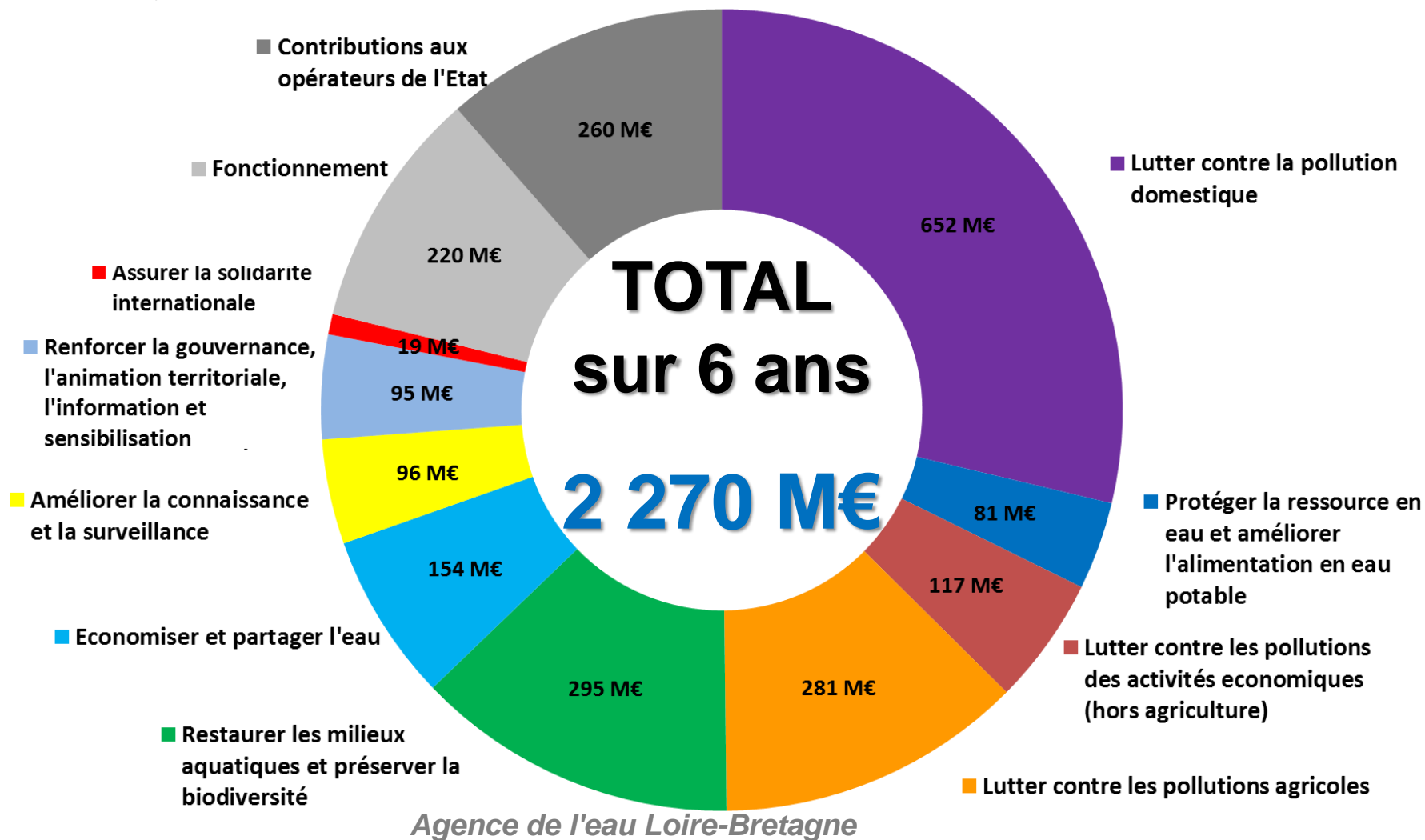
Focus : le littoral et le milieu marin

- ⇒ Des actions nouvelles au 11^e programme : élargissement du champ d'intervention en agissant sur la **biodiversité terrestre et marine, et le milieu marin** (lancement d'appels à projets ou appels à initiatives)
- ⇒ Des actions à poursuivre au 11^e programme :
 - reconquête de la qualité microbiologique des eaux estuariennes et côtières, **en se recentrant sur des cibles prioritaires** en lien avec les usages baignade, conchyliculture et pêche à pied de loisir
 - lutte contre l'**eutrophisation** des eaux littorales et marines en réduisant les flux de nutriments
 - lutte contre les pollutions liées aux macropolluants ou micropolluants issus notamment des **activités et zones portuaires**
- ⇒ Des actions à renforcer au 11^e programme :
 - restauration de la morphologie des masses d'eau estuariennes et côtières en prenant en compte le **changement climatique** dans les stratégies d'intervention
 - nécessité d'intégrer les questions littorales dans la définition de la feuille de route des **contrats territoriaux** disposant d'une façade littorale

11^e programme

Les dotations

⇒ En moyenne, **335 M€/an** pour les interventions





Pour plus de précisions

<https://aides-redevances.eau-loire-bretagne.fr/home.html>

11^e programme de l'agence de l'eau Loire-Bretagne

11^e Programme d'intervention

(2019-2024)



Les aides

11^e programme

Les dotations

Les caractéristiques principales des aides proposées :

■ 652 M€ pour lutter contre les pollutions domestiques

- ⇒ Des aides **bonifiées** pour une **liste** resserrée de systèmes d'assainissement prioritaires qui répondent aux enjeux du Sdage (qualité des milieux aquatiques et préservation des usages sensibles)
- ⇒ Des aides renforcées pour la **gestion intégrée des eaux pluviales** (taux = 50%) afin de réduire les déversements par **temps de pluie**
- ⇒ Des aides jusqu'en 2021 pour structurer les **services publics d'assainissement** (taux = 50%) et pour achever la mise en place de **l'autosurveillance** (taux = 70%)
- ⇒ Une dégressivité des aides accélérée lorsque les systèmes d'assainissement sont déclarés non-conformes vis-à-vis de la **directive ERU**
- ⇒ Des aides (taux = 50%) pour réduire à la source les pollutions dues aux **micropolluants**
- ⇒ Le maintien jusqu'en 2021 d'aides aux opérations groupées de réhabilitation de l'assainissement **non collectif** (taux = 30%) liées à la préservation des usages sensibles ou pour les communes classées en ZRR afin de préparer un retrait ensuite (faible intérêt environnemental de ces opérations)

Solidarité	Système d'assainissement	
	Prioritaire	Non prioritaire
En ZRR	60%	40%
Hors ZRR	50%	30%

11^e programme

Les dotations

81 M€ pour protéger la ressource en eau et améliorer l'alimentation en eau potable

- ⇒ Des aides pour l'alimentation en **eau potable** (amélioration du traitement, sécurisation de la distribution) recentrées sur les communes classées en ZRR (taux = 30% ou 50%)
- ⇒ Des aides jusqu'en 2021 pour structurer les **services publics d'eau potable** (taux = 50%) et pour achever (réglementation ancienne) la mise en place des **périmètres de protection de captage** (taux = 30% ou 50%)

117 M€ pour lutter contre les pollutions des activités économiques (hors agriculture)

- ⇒ Concernant la lutte contre les pollutions liées aux **micropolluants**, des aides incitatives (taux = 70%) qui favorisent partout la mise en place de technologies propres pour réduire la pollution à la source vis-à-vis du traitement de ces pollutions (taux = 50%)
- ⇒ Des aides **bonifiées** (taux = 30% → taux = 50%) pour une **liste d'établissements prioritaires industriels** dont les rejets ont un impact sur les masses d'eau

11^e programme

Les dotations

■ **281 M€ pour lutter contre les pollutions agricoles**

- ⇒ Des aides recentrées sur les **masses d'eau dégradées** ou en risque, ainsi que sur les **zones protégées**
- ⇒ Des programmes d'action agricoles dans le cadre des contrats territoriaux plus ambitieux qui visent le **changement de pratiques** et de **systèmes** favorables à l'eau combinant différents dispositifs :
 - Des **aides surfaciques** mobilisables dans les contrats territoriaux à travers les PDRR pour favoriser les changements de pratiques (MAEC, Conversion AB)
 - Des aides aux **investissements** pour des changements de pratiques et de systèmes, l'implantation de dispositifs tampons dans les contrats territoriaux à travers les PDRR
 - Des aides aux **filières** innovantes pour la valorisation aval de productions favorables à la préservation des ressources en eau préférentiellement en cofinancement (taux = 30%)
 - Des aides à l'accompagnement individuel et collectif des agriculteurs (diagnostics, conseil)
- ⇒ Des aides pour réduire l'usage, les risques et les impacts des produits phytosanitaires dans le cadre d'**ECOPHYTO**
- ⇒ Des aides aux **élevages** pour
 - Les mises aux normes au titre des nouvelles zones vulnérables
 - Résorber et valoriser les excédents de phosphore
 - L'assistance technique au traitement des déjections animales jusqu'en 2021 (taux = 30%)

11^e programme

Les dotations

■ **295 M€ pour restaurer la qualité des milieux aquatiques (cours d'eau et milieux humides) et lutter contre l'érosion de la biodiversité**

- ⇒ Des aides recentrées sur les **masses d'eau dégradées** ou en risque et particulièrement celles proches du bon état
- ⇒ Des programmes d'action (dont l'acquisition) dans le cadre des contrats territoriaux plus ambitieux qui visent la **correction des altérations hydromorphologiques** : avec l'objectif de 80% d'actions structurantes (taux = 50%) et 20% d'actions complémentaires (taux = 30%)
- ⇒ Concernant la **continuité écologique**, des aides incitatives (taux = 70%) qui favorisent partout **l'effacement** (27 000 ouvrages sur le bassin) ; des interventions limitées aux cours d'eau classés en Liste 2 et sur les Zones d'Actions Prioritaires du plan de gestion Anguille pour les aménagements (taux = 50%)
- ⇒ Des aides jusqu'en 2021 pour organiser l'exercice de la compétence **Gemapi** (taux = 50%)
- ⇒ Une politique intégrée en faveur de la **biodiversité** liée aux milieux aquatiques (cf. ci-dessus) et
 - des aides aux Plans Nationaux d'Actions pour les espèces menacées inféodées à ces milieux (taux = 50%)
 - des aides pour l'accompagnement des Plans de gestion des poissons migrateurs (taux = 50%)
 - des appels à projets pour le milieu marin à lancer au cours du programme

11^e programme

Les dotations

■ 154 M€ pour économiser et partager l'eau

- ⇒ Des aides aux collectivités jusqu'en 2021 pour **améliorer la connaissance et la gestion du patrimoine** (études patrimoniales, planification) et des équipements pour mieux **localiser les fuites** (compteurs de sectorisation) (taux = 70%) des réseaux d'eau potable
- ⇒ Des aides pour faire des **économies d'eau consommée** (taux = 50%), dans les collectivités et les entreprises
- ⇒ Des aides pour la mise en place des **Organismes Uniques de Gestion Collective** en zone de répartition des eaux (taux = 70%) ou pour la mise en place d'une gestion collective sur **d'autres secteurs** en tension validés par le conseil d'administration (taux = 50%)
- ⇒ Dans les contrats territoriaux avec un volet gestion quantitative, des aides en agriculture pour favoriser le **changement de pratiques** et de **systèmes**
- ⇒ Des aides pour la création des **réserves de substitution** (taux = 70%) uniquement en **zone de répartition des eaux** dans le cadre de **contrats territoriaux de gestion quantitative** respectant les instructions ministérielles. Jusqu'en 2021, limitation du financement aux 3 CTGQ (bassins du Clain, de la Sèvre-Niortaise et du Curé) dont les programmes d'actions ont été approuvés par le conseil d'administration pour un montant de près de **80 M€**

11^e programme

Les dotations

■ **96 M€ pour améliorer la connaissance et la surveillance**

- ⇒ Des aides recentrées sur le **suivi** des obligations communautaires exigées par la **DCE**, la **DCSMM** et sur la mesure de l'efficacité de actions financées

■ **95 M€ pour renforcer la gouvernance, l'animation territoriale, l'information et la sensibilisation**

- ⇒ Des aides pour les **Sage**, bonifiées pour l'animation à 70%, sous réserve de prospecter les voies de mutualisation possibles entre Sage et/ou avec les contrats territoriaux pour rationaliser l'animation
- ⇒ Des aides pour l'animation des **contrats territoriaux**
- ⇒ Des aides pour **informer / sensibiliser** aux enjeux prioritaires dans le cadre des politiques territoriales ou partenariales
- ⇒ Des **partenariats** avec les grandes collectivités ou des partenaires techniques formalisés dans une convention adaptée à la situation locale pour coordonner la politique de l'eau, animer les réseaux et
 - faire converger les financements et interventions **Régions** / agence de l'eau sur les contrats territoriaux
 - accompagner notamment les **Départements** dans leur rôle d'assistance technique

■ **19 M€ pour assurer la solidarité internationale**

- ⇒ Des aides pour assurer l'alimentation en eau et l'assainissement des **pays en voie de développement** portées pratiquement à hauteur du plafond autorisé par la loi Oudin-Santini

11^e programme

Les appels à projets

En complément, sur la période 2019-2021, des appels à projets spécifiques sur des thématiques prioritaires :

- En 2019, 2020 et 2021 : appels à projets sur les **plans nationaux d'action** (PNA) en lien avec les DREAL et l'AFB
- Lancement fin 2019 :
 - un appel à projets **milieu marin**
 - un appel à projets **changement climatique**
 - un appel à projets « **filières agricoles et eau** » à coordonner avec les Régions
 - un appel à projets **gestion intégrée des eaux pluviales**
- Lancement fin 2020 d'un appel à projets sur la **lutte contre les micropolluants**

11^e programme

Comment solliciter une aide ?

Démarche

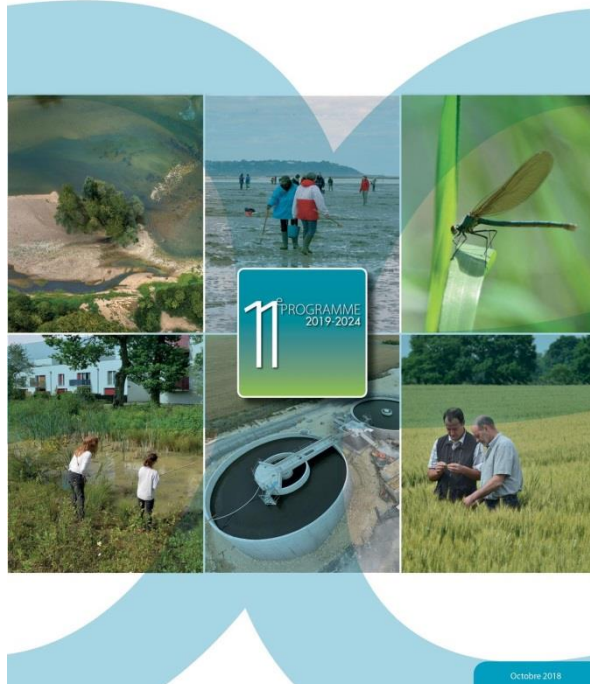
- ⇒ Retrouvez toutes les **fiches action** et **les règles générales** détaillant les modalités d'aide sur le site internet de l'agence de l'eau :
<https://aides-redevances.eau-loire-bretagne.fr/home.html>
- ⇒ Remplir le **formulaire** et joignez les **pièces justificatives** (dossier technique, coûts, plans...)



Le démarrage du projet ne peut intervenir qu'après autorisation écrite de l'agence de l'eau

Conditions générales

- ⇒ Les aides n'ont pas un caractère systématique, elles sont fonction des **disponibilités financières**, de la **priorisation** des projets selon les objectifs du 11^e programme et de l'**efficience** sur la qualité des eaux
- ⇒ Calendrier annuel des décisions d'aide défini en fonction des **priorisations**
- ⇒ Le coût de la demande doit être $\geq 5\,000$ € (sauf information/sensibilisation)
- ⇒ L'agence de l'eau n'attribue pas d'aide $< 3\,000$ € (sauf information/sensibilisation)



Pour plus de précisions

<https://aides-redevances.eau-loire-bretagne.fr/home.html>

11^e programme

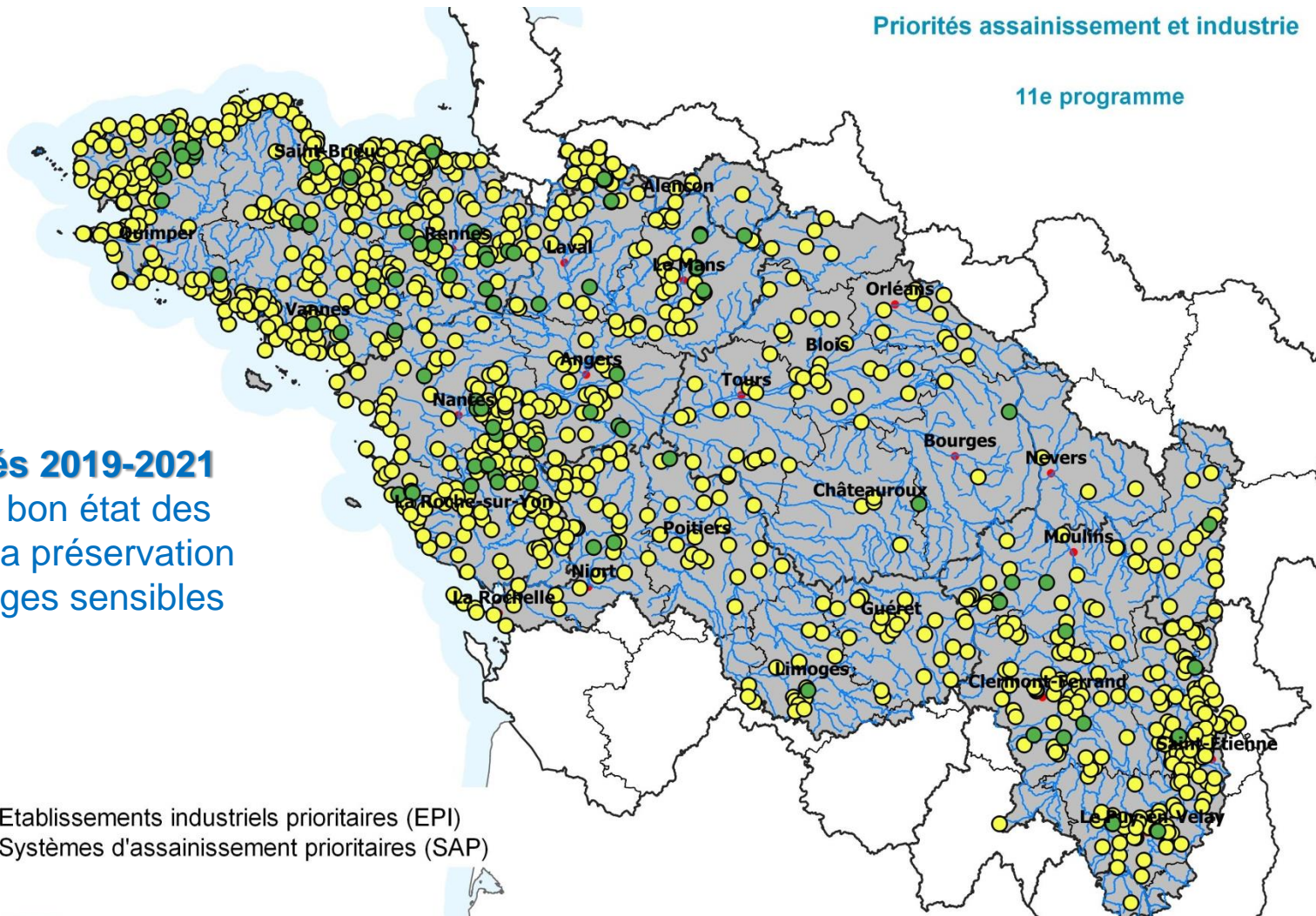
Les priorités assainissement collectivité/industrie

Priorités assainissement et industrie

11^e programme

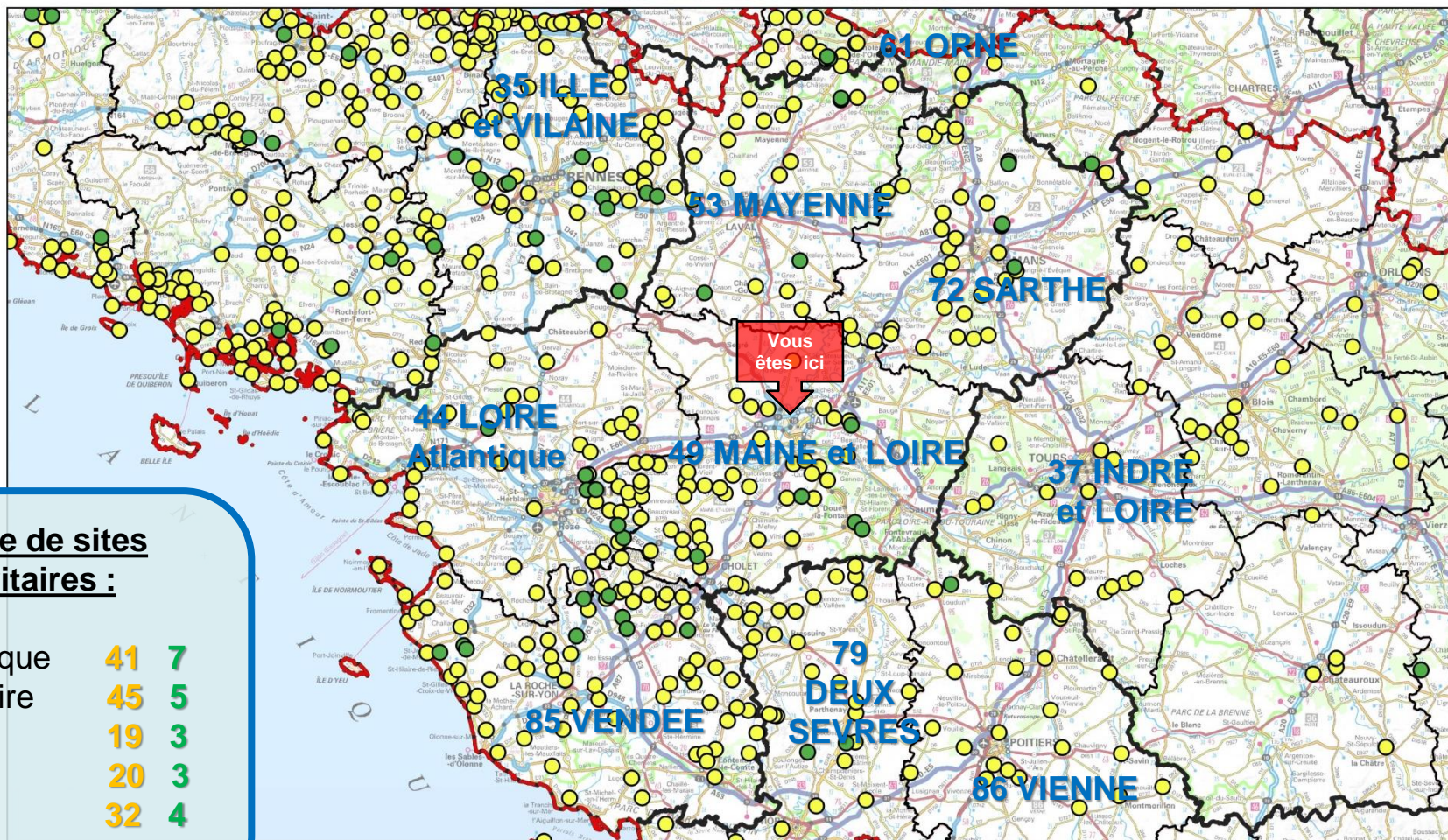
Priorités 2019-2021
pour le bon état des
eaux et la préservation
des usages sensibles

- Etablissements industriels prioritaires (EPI)
- Systèmes d'assainissement prioritaires (SAP)



11^e programme

Les priorités assainissement collectivité/industrie

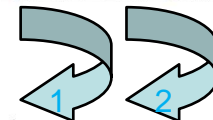


Nombre de sites prioritaires :

Loire atlantique	41	7
Maine et Loire	45	5
Mayenne	19	3
Orne	20	3
Sarthe	32	4
Vendée	68	8

- Systèmes d'assainissement prioritaires (SAP)
- Etablissements industriels prioritaires (EPI)

- Département
- Région
- Bassin Loire-Bretagne



11^e programme

La carte des SAGE



Ministère de la Transition Écologique et Solidaire
Etablissement public du ministère chargé du développement durable



Maine Loire Océan

Etat d'avancement
des Sage
mars 2019

Avancement

- Elaboration
- En instance d'approbation
- Mise en oeuvre
- ◆ Révision en cours

Source :
- AELB

BDCarto IGN - AELB - MLO
25/03/2019 - mlo_sage.qgs

0 10 20 km

